Le CIRDEL : un collectif contre les lois sécuritaires

C.I.R.D.E.L.

Centre d'initiative et de réflexion
pour la défense des libertés
Adresse : CIRDEL C/o LDH
05 place Bellecour
Tél : 06 10 36 83 54

Organisations soutenant le CIRDEL :

Droits de l'Homme, Syndicat des Avocats de France, Syndicat de la Magistrature, MRAP, UD CFDT, FSU, G10 Solidaire, A Gauche Autrement, LCR Les Alternatifs, JCR, MJS, PS, Ras le Front, UNEF, SOS Racisme, FCPE 69, ATTAC-Rhône, AC! Rhône, Témoins, MFPP69, Demeurant partout, CIRC Lyon, Cabiria, Mouvement Le Nid, ARTAG.

Le CIRDEL est un large collectif qui s'intéresse spécialement à la question du respect des libertés en matière de répression de la délinquance. Par prise de conscience des carences et des risques de la réponse donnée actuellement, le CIRDEL entend susciter un débat politique sur les réponses de fond à donner.

Le CIRDEL milite pour la fin d'une politique sécuritaire trouvant son expression dans les six lois récentes : La loi relative à la sécurité quotidienne (LSQ) -La loi portant aménagement de la loi relative à la présomption d'innocence et au renforcement des droits des victimes -La loi d'orientation et de programmation pour la justice (loi Perben I) - La loi sur la sécurité intérieure (loi Sarkozy) -La loi portant adaptation des moyens de la justice aux évolutions de la criminalité (Perben II).

Ces textes constituent une menace pour les libertés et sont contraires à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

La nouvelle loi Perben II met à mal l'action syndicale

Plusieurs militants CGT risquent de figurer au fichier des empreintes génétiques après une condamnation de cinq mois de prison avec sursis pour « violence volontaire » contre des policiers pour s'être opposé à l'embarquement d'un sans papier tunisien en cours de régularisation.

Le 15 Avril 2004 le comité chômeurs de la CGT Bouches-du-Rhône a dénoncé la convocation de Charles Hoareau pour un prélèvement biologique en vue de son inscription au fichier national des empreintes génétiques. Les 13 et 14 Avril 2004 près de 200 autres personnes condamnées ont été convoquées à l'hôtel de police de Marseille pour y subir un test salivaire.

C'est dans le cadre de la constitution du fichier d'empreintes génétiques qu'intervient cette inscription, fichier considérablement élargi par la loi Perben II sur la grande criminalité. Outre les effets connus de la loi Perben sur les droits de la défense, elle vient ici nous montrer ses conséquences néfastes sur les libertés fondamentales, notamment la répression de l'action syndicale.

La loi Perben II : Une loi scélérate

La loi portant adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité, a pour objectif affiché de « créer un cadre juridique spécifique pour lutter contre la criminalité et la délinquance organisées et à mettre à jour la procédure pénale ». Ce texte entend donner de nouveaux moyens à la police et au ministère public pour combattre les nouvelles mafias.

Mais il constitue en pratique le parachèvement des textes gouvernementaux en matière de sécurité et marque un nouveau recul des libertés publiques et individuelles.

Il accroît considérablement les pouvoirs de la police et compromet l'indispensable équilibre entre les droits de la défense et ceux de l'accusation, le juge voyant en particulier son rôle fondamental relégué au second plan, au profit du ministère public et de la police

Les principales mesures se basent sur la notion de "délinquance et criminalité organisées" fonderont une procédure dérogatoire au droit commun :

1. extension à l'ensemble du territoire national de la surveillance de personnes contre lesquelles il existe une ou plusieurs raisons plausibles (et non des indices) de les soupçonner d'avoir commis l'un des crimes et délits relevant de la criminalité organisée.
2. généralisation de l'infiltration de policiers ou de douanier dans les réseaux qui pourront se faire passer pour coauteur, complice ou receleur de personnes suspectées de commettre un délit ou un crime, prendre une fausse identité et commettre des actes répréhensibles.
3. interception, enregistrement et transcription de correspondances émises par la voie des télécommunications ;
4. « sonorisation et fixation d'images de certains lieux ou véhicules », c'est-à-dire pose de micros et de caméras dans les domiciles privés et les véhicules ;
5. Autorisation des perquisitions de nuit et des perquisitions sans l'assentiment de la personne, ou hors de sa présence ;
6. Accroissement considérable de la durée de garde à vue, portée à 96 heures (au lieu de 24 heures), y compris pour les mineurs de 16 à 18 ans, l'intervention de l'avocat étant différée à la 48^{ème} heure, voire même à la 72^{ème} heure dans deux cas.

La notion de criminalité organisée n'est pas définie de façon assez précise pour éviter les abus.

L'analyse de la loi Perben II révèle notamment que cette procédure d'exception, trop vague et donc facile à détourner, pourra s'appliquer aux délinquants ordinaires, mais également que certaines actions syndicales pourraient entrer dans le champ d'application de ce texte :

Le plaider-coupable : une justice sans juges

La loi Perben II permet également aux personnes poursuivies dans le cadre des infractions punies à titre de peine principale d'une peine d'amende ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée inférieure ou égale à cinq ans de plaider coupable devant un procureur et de négocier avec lui, ne laissant plus au juge du siège qu'à "homologuer" la décision prise entre les parties.

La logique de ce plaider-coupable conduira à un marchandage dans le bureau du procureur.

Le fichier national automatisé et pérenne des présumés auteurs ou des délinquants sexuels

En plus des fichiers d'empreintes génétiques existants, la loi Perben II prévoit la mise en œuvre d'un fichier judiciaire des auteurs d'infractions sexuelles. Une personne ayant fait l'objet d'une dénonciation calomnieuse et dont l'innocence a été démontrée pourra figurer dans le fichier des auteurs d'infractions sexuelles.

L'indépendance de la justice et la liberté ne se divise pas

Le projet de loi Perben II réaffirme l'autorité directe du Ministre de la justice, par des instructions individuelles. Cette loi lève certaines contraintes procédurales qui n'existent pas pour entraver le policier, mais pour protéger les libertés individuelles.

La lutte contre la criminalité organisée constitue un objectif légitime, mais la poursuite de cet objectif doit se concilier avec le respect des droits fondamentaux de la personne.

La liberté ne se divise pas : ni la sauvegarde d'un ordre moral, ni les exigences de l'opinion ne peuvent justifier que soit sacrifiée une liberté ou un droit.

Les conséquences des lois sécuritaires en chiffre :

Délinquance = ? 3,38% mais + 7,3 % actes de violence contre les personnes

Prison = 60 000 détenus pour 48 603 places !

Enquête sur violences policières = + 9,16 %

Sur le département du Rhône avec 139 578 faits enregistrés les chiffres de la délinquance marquent une diminution de 2,37% (Mais violences contre les personnes +18,83%, police des étrangers + 24,53%, stupéfiants + 8,44, affaires financières - 8,80%...) Paradoxalement l'activité judiciaire augmente dans

une proportion inverse +2,7% (mandat de dépôts + 2,54%, comparution immédiate +12,7%, saisie de rémunération +15%)

Cette activité débordante de la justice a une première conséquence les prisons lyonnaises enregistrent un taux moyen d'occupation de 138% .